



Ce projet d'accord de libre-échange vise à libéraliser encore davantage les échanges entre les Etats Unis et l'Union Européenne en démantelant droits de douane, normes et régulation dans tous les domaines. Cet accord négocié secrètement se ferait non dans l'intérêt collectif des citoyens, mais au profit des multinationales !

Son but officiel: développer les échanges commerciaux et les investissements entre les deux puissances économiques en harmonisant les réglementations, en supprimant les barrières tarifaires (droits de douane) et non tarifaires (normes contraignantes).

Son objectif réel: accentuer l'évolution vers un libéralisme total et une marchandisation complète de la société dans laquelle un marché tout puissant édictera ses propres règles, et où le rôle de l'état sera réduit à sa plus simple expression. Quand le traité vise à "harmoniser" les règles et à supprimer les barrières non tarifaires, il faut comprendre "s'aligner" sur la norme la plus faible, la règle la moins contraignante pour les affaires, et donc la moins protectrice pour les citoyens.

UN DÉSASTRE POUR L'AGRICULTURE DE L'UNION EUROPÉENNE

Contrairement à l'Union Européenne, les USA utilisent massivement les OGM, les hormones de croissance, les antibiotiques, traitent les carcasses à l'acide lactique, les volailles au chlore, n'imposent aucune indication d'origine des produits, non plus que la présence éventuelle d'OGM, ... Il ne fait aucun doute que TAFTA amènerait une régression considérable en matière de normes agricoles et alimentaires en Europe.

UN DUMPING SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Dans un contexte mondial de concurrence généralisée, le niveling par le bas des normes sociales et environnementales est la règle. Délocalisations "compétitives", suppressions de postes, compressions de personnel, augmentation des cadences, des horaires de travail et pression sur les salaires sont le lot commun de tous les employés. C'est l'accentuation de cette évolution que promettrait TAFTA.

UNE MENACE SUR LA VIE PRIVÉE DES CITOYENS

Il serait imposé à l'Europe des normes de protection de la vie privée aussi faibles qu'aux USA où les sociétés telles que Twitter, Facebook, Amazon ou Apple exploitent commercialement et sans limites les données personnelles des citoyens.

TAFTA (Transatlantic Free Trade Agreement) ou TTIP (Transatlantic Trade & Investment Partnership) ou PTCI (Partenariat Transatlantique sur le Commerce & l'Investissement) est un traité de libre échange entre l'Union Européenne et les USA dont les négociations ont débuté en Juin 2013.

UNE MARCHANDISATION SANS CONTRÔLE DES RESSOURCES NATURELLES

TAFTA exposerait les interdictions, régulations et permis d'exploitation dépendant des états aux contestations directes des entreprises du secteur minier. Ce serait la fin, pour les états souverains, du droit d'imposer des restrictions à certaines exploitations hautement polluantes, sous prétexte de protéger le sacro-saint "droit d'entreprendre".

UN AVENIR SOMBRE POUR LES SERVICES PUBLICS

TAFTA prévoit que les services publics seront systématiquement mis en concurrence avec les services proposés par des sociétés privées, ces dernières devant se voir accorder les mêmes financements publics pour être à égalité de concurrence (enseignement, transports, établissements hospitaliers publics).

UNE PERTE DE LIBERTÉ DE CHOIX DES COMMUNES

L'Union Européenne souhaite expressément que s'intensifie la privatisation de tous les secteurs possibles. Sous prétexte de non-discrimination concurrentielle, les différents niveaux de gestion locale (communes, départements, régions) seraient privés de nombre de choix dictés par un souci de protection de la santé, de l'environnement, d'un aménagement cohérent des territoires : option d'approvisionnement local et biologique pour les cantines scolaires, subventionnement ciblé en faveur de productions non polluantes ou locales, etc...

UNE JUSTICE ARBITRALE AU SERVICE DES ENTREPRISES TRANSNATIONALES

Les entreprises pourraient agir directement contre les états, devant une instance arbitrale privée et conçue sur mesure pour elles, en réclamant des dommages-intérêts faramineux aux états qui mettraient en place certaines règles jugées contraignantes pour leurs activités.

UNE PRIVATISATION DE LA DÉMOCRATIE AU PROFIT DES MULTINATIONALES

Priorité à l'intérêt financier des grandes entreprises devant la poursuite des intérêts collectifs et sociétaux représentés par l'état.

AGIR CONTRE TAFTA

La décision de négocier et les discussions elles-mêmes ont été volontairement entourées du plus grand secret par crainte des réactions citoyennes : c'est l'action populaire qui a sorti le projet de la discréption voulue par ses partisans, dirigeants politiques et entreprises.

De nombreuses communes, des départements, des régions ont pris clairement position par des délibérations contre le traité en négociation et l'avenir qu'il laisse présager. Des partis politiques de diverses obédiences, des syndicats, des associations, des citoyens regroupés en collectifs se mobilisent et agissent aux USA et dans tous les pays d'Europe.

Informez-vous !

Faites circuler l'information autour de vous. Partagez votre opposition via les réseaux sociaux. Faites connaître votre position à vos élus, tant locaux que nationaux. Rejoignez une organisation ou un collectif luttant déjà contre le projet. Incitez le Conseil Municipal de votre localité à prendre une motion de rejet contre TAFTA, si cela n'est déjà fait.

**La lutte contre TAFTA s'intensifie et gagne chaque jour en efficacité
Rien n'est joué, mais nous avons besoin de vous!**

Collectif STOP TAFTA Ardèche Méridionale

stopptafta07@gmail.com

www.collectifstopptafta.org

Pétitions et cyberactions : <https://stopptafta.wordpress.com/petitions/>

